

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Cergy, le

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle de l'environnement et
des installations classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 11742 de MISE EN DEMEURE

**Société AP METAL RECYCLAGE
à SAINT-OUEN-L'AUMONE**

Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 autorisant la société AP METAL RECYCLAGE à exploiter des installations de récupération, tri et stockage de déchets métalliques sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE – ZA des Béthunes – 5, Rue d'Anjou ;

VU le rapport du 16 décembre 2013 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 27 novembre 2013 sur le site de la société AP METAL RECYCLAGE à SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

CONSIDERANT que le contrôle réalisé a conduit à relever des non-conformités notables pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou avoir un impact important sur l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection réalisée le 27 novembre 2013, l'exploitant n'a pas pu fournir de justificatifs sur le degré REI 120, donc coupe-feu 2 heures, des éléments de la séparation entre les parties « exploitation » et « locaux sociaux » de l'installation, plus particulièrement en ce qui concerne les portes et fenêtres, ce qui constitue une non-conformité notable aux dispositions de l'article 7.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2013 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté qu'aucun robinet d'incendie armé (RIA) n'est installé sur le site, ce qui constitue une non-conformité notable avec les dispositions de l'article 7.2.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2013 précité ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AP METAL RECYCLAGE de respecter les dispositions des articles 7.2.1 et 7.2.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2013 précité pour le site qu'elle exploite à SAINT-OUEN-L'AUMONE – ZA des Béthunes – 5, Rue d'Anjou ;

SUR la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : La société AP METAL RECYCLAGE implantée à SAINT-OUEN-L'AUMONE – ZA des Béthunes – 5, Rue d'Anjou est mise en demeure de respecter, **dans un délai de SIX MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté** :

- les dispositions de l'article 7.2.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2013 susvisé, en mettant en place deux robinets d'incendie armés visibles, accessibles à partir des issues et permettant d'attaquer un incendie de deux directions opposées ;

- les dispositions de l'article 7.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2013 précité, en rétablissant le degré coupe-feu des éléments constituant la séparation entre les parties « exploitation » et « locaux sociaux » de l'installation.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise (DDT).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise Cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

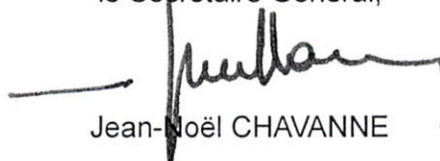
2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

- 7 FEV. 2014

pour le préfet,
le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Chavanne', is written over the printed name. The signature is fluid and cursive.

Jean-Noël CHAVANNE

